RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

2GS TRANSPORT

Société à responsabilité limitée
Au capital de 24.750 euros
Siège social : 83 Boulevard de l'Europe
Centre d'Affaires le Cristal
13127 VITROLLES
RCS SALON DE PROVENCE — 951 416 924

STATUTS MIS A JOUR AU 07 FEVRIER 2025
(Transfert de siège)

Certifiés conforme

[redacted]

GH FG. JS

Article 1 : Forme de la Société

Il est constitué par les présentes, sous la forme d'une société à responsabilité limitée, une Société qui sera régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment les dispositions des articles L. 223-1 et suivants du code de commerce, ainsi que par les présents statuts (les « Statuts »).

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

En cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les Statuts.

La Société ne peut émettre d'autres titres négociables que des obligations.

Article 2 : Objet

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Le Transport de marchandises de tout tonnage, ainsi que l'achat et/ou la vente de véhicule, location de véhicule avec ou sans conducteur.

L'objet social inclut également, plus généralement toutes opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social, ou tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement.

La Société peut agir, tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association, groupement d'intérêt économique ou Société, avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations rentrant dans son objet.

La Société peut également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

Article 3 : Dénomination

La dénomination sociale de la Société est 2GS TRANSPORT.

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL", et de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

GH FG JS

Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 83 Boulevard de l'Europe, Centre d'Affaires le Cristal, 13127 VITROLLES.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le ou les gérants, sous réserve de ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues par la loi.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du gérant, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

Article 5 : Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf décision de dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 : Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois, commence le 01 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera à courir à compter du jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et sera clos le 31 décembre 2023.

Article 7 : Apports - Capital social

Article 7.1 : Apports

A la constitution de la Société, les soussignés font apport à la Société de la somme de 200 euros correspondant à 2000 parts d'une valeur nominale de 0,10 €. Les parts ont été souscrites et libérées en totalité. Aucun des apports n'a été effectué avec des biens communs ou indivis.

Le capital a été augmenté par décision des Associés en date du 10 avril 2024, d'une somme de 16.300 euros en numéraire.

Le capital a été augmenté par décision des Associés en date du 14 juin 2024, d'une somme de 5.250 euros en numéraire.

Article 7.2 : Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de 24.750 euros. Il est divisé en 247.500 parts sociales de 0,10 € de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites.

Les parts sociales sont numérotées de 1 à 247.500 et attribuées comme suit :

GH FG JS

• Monsieur Julien SALERNO à concurrence de quatre-vingt-deux mille cinq cents parts, numérotées de 1 à 1.000 et de 2.001 à 83.500, ci 82.500 parts
• A Monsieur Fouad GHELAMALLAH, à concurrence dc quatre-vingt-deux mille-cinq cents parts, numérotées de 1.001 à 2.000 et de 83.501 à 165.000, ci 82.500 parts
• A Monsieur Houcine GUEMARI, à concurrence dc quatre-vingt-deux-mille-cinq cents parts, numérotées de 165.001 à 247.500, ci 82.500 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social 247.500 parts

Article 8 : Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté on réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective extraordinaire des associés. Toutefois la décision d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices on dc réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le capital doit être intégralement libéré avant toute émission de parts sociales nouvelles à libérer en numéraire, sous peine dc nullité de l'opération.

En cas d'émission de parts sociales nouvelles, celles-ci sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Les parts sociales nouvelles sont libérées soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation dc réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit par fusion ou scission, soit par tout autre mode prévu par la loi.

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a. proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives dc l'augmentation du capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les cas et les conditions prévus ci-après.

Tout associé peut renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant à un nombre de parts inférieur au nombre dc parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel dc souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes ct délais prévus fixés par la décision extraordinaire des associés ayant procédé a l'mission dos parts sociales nouvelles.

Article 9 : Forme des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Il est interdit à la Société d'émettre des valeurs mobilières on de garantir une émission de valeurs mobilières. Toutefois la Société peut émettre des obligations nominatives dans les conditions

GH FC JS

prévues par la loi.

Article 10 : Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale donne droit, dans les bénéfices, l'actif social ct le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche dc la Société ct d'obtenir communication dc certains documents sociaux aux époques et dans 1es conditions prévues par la loi et les statuts. Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une voix lors des décisions collectives.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent la part sociale quel qu'en soit le titulaire.
La propriété d'une part sociale comporte de plein droit adhésion aux statuts dc la Société ct aux décisions collectives des associés ou de l'associé unique.

Article 11 : Modalités de transmission des parts sociales

Article 11.1 : Cession à des tiers étrangers à la Société

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil on par dépôt an siège social d'un original dc l'acte de cession contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle nc sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et publicité au registre du commerce ct des sociétés.

Los parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers à titre onéreux ou gratuit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant an moins la majorité simple des parts sociales.

Le cédant doit notifier le projet de cession à la Société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire un mois au moins ayant la date dc la cession projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification à la Société du projet de cession, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés dans les conditions fixées par les présents statuts afin qu'elle délibère sur le projet de cession.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis dc réception. La décision portant agrément ou refus d'agrément n'a pas à être motivée.

Si la Société n'a pas fait connaitre sa décision dans le délai dc trois mois à compter dc la dernière des notifications prévues au troisième paragraphe ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

GH FG JS

Dans le cas où la Société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant ct fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société à moins que les associés ne décident à l'unanimité de let prendre à leur charge. A la demande de la gérance, ce délai dc trois mois peut être prolongé une on plusieurs fois, par décision dc justice, sans que cette (ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai dc réduire son capital du montant dc la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ccs parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai dc paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des décisions prévues aux septième et huitième paragraphe ci-dessus n'est intervenue. L'associé cédant peut réaliser la cession initialement prévue.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant, l'associé cédant ne peut se prévaloir des dispositions des septième ct neuvième paragraphe ci-dessus s'il ne détient ses parts depuis au moins deux ans.

Tout nantissement de part devra préalablement être autorisé conformément à la procédure relative au présent article pour les cessions de parts.

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, cc consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties.

Article 11.2 : Cession entre associés.

Les parts sociales peuvent être librement cédées entre associés.

Article 11.3 : Cession entre conjoints

Les parts sociales peuvent être librement cédées par un associé à son conjoint non associé.

Article 11.4 : Cession entre ascendants et descendants

Les parts sociales peuvent être librement cédées par un associé à un ascendant ou un descendant.

Article 11.5 : Transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux

En cas dc succession ou dc liquidation dc communauté de biens entre époux, les transmissions devant être réalisées an profit du conjoint et/ou du ou des héritiers concerné(s) (selon le cas), seront soumises aux règles prévues à l'article 11.1 et à l'article 1 1.4 ci-dessus, en fonction de la qualité du conjoint et/ou du ou des héritiers concerné(s)

GH FC JS

Article 11.6 : Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apports dc biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, lc conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention dc devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de cet apport on de cette acquisition. Si la notification intervient après la réalisation de l'apport eu de l'acquisition dc parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions susvisées. L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois dc sa demande. A défaut, l'agrément est réputé accordé. Quand il résulte de la décision dûment notifiée que 1e conjoint n'est pas agrée, l'époux apporteur ou acquéreur demeure associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Article 12 : Gérance

La Société est dirigée et administrée par un ou plusieurs gérants personnes physiques associées on non de la Société.

En cours de vie sociale, le on les gérants sont désignés par une décision collective ordinaire des associés, le ou les premiers gérants étant nommés dans les statuts constitutifs.

Les associés déterminent la durée du mandat du ou des gérants ct fixent, le cas échéant,, leur rémunération à ce titre, sauf pour le ou les premiers gérants dont la durée du mandat et la rémunération, s'il en est attribué une, sont fixées statutairement.

Le mandat du ou des gérants est renouvelable indéfiniment par décision des associés.
Les fonctions du ou des gérants prennent fin (i) par l'arrivée du terme de leur mandat, (ii) par l'incapacité ou l'interdiction de gérer, (iii) par le décès on (iv) par révocation.

En outre, tout gérant peut démissionner dc son mandat sous réserve de respecter un préavis dc trois mois, lequel préavis peut être réduit par décision collective ordinaire des associés.

Les gérants sont révocables par décision collective ordinaire des associes. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. En outre, tout gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les gérants représentent chacun la Société à l'égard des tiers. Dans les rapports avec les tiers, ils sont chacun investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société cst engagée même par les actes du gérant ou des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Les gérants sont responsables, individuellement on solidairement, selon le cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives on réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

GH FC JS

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant dans les conditions fixées par décret en Conseil ‹l'Etat, intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la Société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

L'exercice de l'action sociale ne peut être subordonnée à l'avis préalable ou à l'autorisation des associés ct ceux-ci ne peuvent par avance renoncer à l'exercice dc cette action.

Aucune décision des associés ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

À tout moment, les pouvoirs du ou des gérants peuvent également être limités par décision collective des associés on par décision de l'associé unique.

Toute limitation des pouvoirs des gérants est inopposable aux tiers.

Dans ccs limites, les gérants peuvent déléguer certains dc leurs pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques on l'accomplissement dc certains actes à toute personne dc leurs choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Article 13 : Conventions réglementées

Les conventions définies à l'article L. 223-19 du Code dc commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le ou les gérants et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Article 14 : Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés. même absents, dissidents ou incapables.

1.es décisions co1lectiv'es statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en assemblée. Il en est de même lorsque ce mode de consultation est imposé par la loi pour la prise de certaines décisions particulières.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix dc l'organe dc la Société ayant provoqué la décision. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet les modifications de statuts et le cas échéant, les limitations de pouvoirs du ou des gérants dc la Société. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

GH FC JS

Article 14.1 : Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus dc la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue les associés sont, selon le cas, convoqués ou consulté une seconde fois ct les décisions sont prises à la majorité des votes émis. quel que soit le nombre des votants.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture dc l'exercice une assemblée générale appelée à statues sur les comptes de l'exercice écoulé.

Article 14.2 : Décisions collectives extraordinaires

Les décisions emportant modification des statuts ct lc cas échéant, les limitations de pouvoirs du ou des gérants de la Société sont décidées à la majorité des deux tiers des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés. L'assemblée ne délibère valablement que si ces derniers possèdent au moins, sur première convocation, le 1/4 des parts sociales, et sur deuxième convocation le 1/5ème de celles-ci.

Toutefois, par exception et sans préjudice des autres cas dérogatoires prévus par la loi

la décision d'augmenter le capital, par incorporation dc réserves ou de bénéfices, est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales, les décisions relatives à l'agrément de cession de parts sociales sont prises dans les conditions de l'article 12, l'unanimité sera requise dans les cas prévus par la loi, notamment en cas de transformation dc la Société en société par actions simplifiée, en société en nom collectif ou en commandite ou en cas d'augmentation des engagements des associés.

Article 14.3 : Assemblées générales

Convocation

Les assemblées d'associés sont convoquées par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou un on plusieurs associés, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Fn outre, un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Enfin, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire charge de convoquer l'assemblée ct de fixer son ordre du jour.

Les convocations à l'assemblée sont envoyées aux associés quinze jours avant la réunion (on huit jours avant la réunion de l'assemblée convoquée à seule fin de pourvoir au remplacement du gérant décédé), par lettre recommandée, remise en mains propres, ou par communication électronique selon les modalités prévues par l'article R.223-20 du Code de commerce pour les associés ayant opté pour ce mode dc communication. Elles sont accompagnées des documents qui doivent être adressés aux associés conformément aux dispositions légales.

Les assemblées peuvent être tenues en tout lieu, choisi par l'auteur de la convocation, en France ou hors dc France.

GH FC JS

Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, cst arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance. Les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu ct leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Participation aux décisions ct nombre dc voix

Tout associé a le droit dc participer aux décisions ct dispose d'un nombre dc voix égal à celui des parts qu'il possède.

Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ä moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Si 1e nombre d'associés est supérieur à deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. II peut également être donné pour deux assemblées tenues le même jour on dans un délai de sept jours. Le mandat pour une assemblée vaut pour les assemblées successives, convoqués avec le même ordre du jour.

Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle cst présidée par l'associé présent ct acceptant qui possède le plus grand nombre dc parts sociales.

Si deux associés possèdent ou représentent le même nombre de parts, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé des deux.

Article 14.4 : Consultation écrite

La gérance peut consulter par écrit les associés.

A l'appui dc la demande dc consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que Ice documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par écrit.

Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre dc voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou "NON".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

GH FC JS

Article 14.5 : Procès-verbaux

Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi ct signé par le ou les gérants et par le président dc séance lorsque, aucun gérant n'étant associé, il a été nécessaire d'en désigner un.

Le procès-verbal indique la date ct le lieu de la réunion, les noms, prénoms ct qualité du Président de séance, les noms et prénoms des associés présents ct représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

Consultations écrites

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans un procès-verbal établi ct signé par le ou les gérants auquel est annexé la réponse de chaque associé.

Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux et décisions unanimes sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social ct cotés ct paraphés dans les conditions définies à l'article R.223-40 du Code dc commerce.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur dev feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent ct revêtues du sceau dc l'autorité qui les a paraphées.

Enfin, ccs registres peuvent être tenus sous forme dématérialisée dans les conditions prévues par la loi.

Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits dc délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectué par un seul liquidateur.

Article 15 : Associé unique

Les dispositions de l'article 14 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé.

Dans ce cas, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

Le rapport dc gestion, l'invcntaire ct les comptes annuels sont établis par la gérance.

L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes, dans le délai dc six mois à compter de la clôture dc l'exercice.

GH FG JS

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions prises en lieu et place dc l'assemblée sont répertoriées dans un registre. Ce registre doit être tenu dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 14.5.

Article 16 : Comptes annuels et commissaires aux comptes

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux Usages.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse notamment un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la Société, un bilan, un compte dc résultat et une annexe.

Lorsque la loi le requiert ou lorsque la gérance l'estime nécessaire, un rapport dc gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible et les événements importants survenus depuis la clôture dc l'exercice cst établi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L 223-35 du Code dc commerce. Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lorsque les conditions prévues à l'article L 223-35 du Code dc commerce ne sont pas remplies, un commissaire aux comptes peut néanmoins être nommé lorsqu'un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital social en font la demande. Dans cette hypothèse, le commissaire aux comptes est nommé pour une durée dc trois (3) exercices.

Article 17 : Affectation et répartition du résultat

Si les comptes de l'exercice, approuvés par une décision collective des associés. font apparaitre un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, la collectivité des associés peut décider de d'inscrire à un ou plusieurs postes dc réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, soit imputées sur les comptes de réserves de la Société soit reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 18 : Capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ccs pertes, de provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée dc la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans

GH FC DS

ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 19 : Dissolution — Liquidation

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

La dissolution anticipée de la Société peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

En cas de réunion des parts sociales en une seule main, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Dès l'instant de sa dissolution, la Société est en liquidation, sauf si la Société ne comprenait qu'un seul associé personne morale, auquel cas la dissolution entraine la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions de l'article 1844-5 du Code civil.

La liquidation est effectuée conformément aux articles L 237-1 et suivants du Code de commerce.

Article 20 : Contestations

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

GH FC JS